

ACTION URGENTE

GUATEMALA. MANŒUVRES D'INTIMIDATION CONTRE UN MILITANT ÉCOLOGISTE

Le 3 avril dans la soirée, des inconnus postés devant le domicile du défenseur des droits humains Rafael Maldonado, dans la ville de Guatemala, ont tiré sur une voiture. Celui-ci n'a pas été blessé mais il est convaincu qu'il s'agissait d'une manœuvre d'intimidation et craint désormais pour sa sécurité.

Le 3 avril vers 21 h 20, des inconnus se sont postés devant le domicile du défenseur des droits humains **Rafael Maldonado** dans la ville de Guatemala, la capitale, et ont tiré sur une voiture située de l'autre côté du parc qui fait face à la maison. Ces hommes ont fait feu à plusieurs reprises. Rafael Maldonado n'a pas été blessé mais des représentants du Centre d'action juridique, environnementale et sociale du Guatemala (CALAS) ont indiqué à Amnesty International que cet événement avait contribué à accroître son stress émotionnel.

Rafael Maldonado est le directeur juridique du CALAS, une organisation non gouvernementale (ONG) guatémaltèque qui défend et promeut le droit fondamental à un environnement sain et les droits des peuples autochtones. Celle-ci fournit une représentation et une assistance juridiques à plusieurs communautés qui défendent les droits humains dans le cadre de projets d'exploration et d'exploitation des ressources naturelles. Depuis des années, Rafael Maldonado reçoit des messages de menace liés à ses activités de conseil juridique auprès des militants de ces communautés et aux affaires à caractère environnemental qu'il plaide devant divers tribunaux. La dernière manœuvre d'intimidation dont il a été victime lui fait craindre pour sa sécurité.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités à diligenter une enquête indépendante, exhaustive et impartiale sur la manœuvre d'intimidation dont Rafael Maldonado a été victime, à en rendre les conclusions publiques et à traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à prendre des mesures immédiates pour protéger pleinement et efficacement cet homme, en concertation avec lui et dans le respect de ses souhaits ;
- demandez-leur de reconnaître publiquement l'importance et la légitimité des activités des militants qui travaillent sur des questions relatives aux terres, au territoire et à l'environnement.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 18 MAI 2017 À :

Procureure générale

Thelma Aldana
Fiscal General de la República
15 avenida 15-16 zona 1
Edificio Gerona 8º Nivel
Ciudad de Guatemala, 01001
Guatemala
Courriel : taldana@mp.gob.gt
Twitter : @MPguatemala
Formule d'appel : *Estimada Señora Fiscal, / Madame la Procureure générale,*

Ministre de l'Intérieur

Francisco Manuel Rivas Lara
Ministerio de Gobernación
6 avenida 13-71 zona 1, Guatemala,
Guatemala
Courriel : smvasquez@mingob.gob.gt,
vrosales@mingob.gob.gt,
lucreciarosalesad@gmail.com
Twitter : @mingobguate
Formule d'appel :
Estimado Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,

Copies à :

CALAS
Avenida Mariscal No. 13-59, zona 11
Colonia Mariscal
C.P. 01011 Ciudad de Guatemala
Guatemala
Fax : +502 2473 0813
Courriel : informacion@calas.org.gt

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Guatemala dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

GUATEMALA. MANŒUVRES D'INTIMIDATION CONTRE UN MILITANT ÉCOLOGISTE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis des années, les membres du Centre d'action juridique, environnementale et sociale du Guatemala (CALAS) signalent des manœuvres d'intimidation et des actes de harcèlement à leur encontre, notamment des agressions violentes (voir l'Action urgente à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr34/3013/2015/fr/>).

Le 12 novembre 2016, le défenseur des droits humains Jeremy Abraham Barrios Lima a été assassiné (voir l'Action urgente à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr34/5144/2016/fr/>). Il était l'adjoint du directeur exécutif du CALAS.

Le 29 août 2011 à 9 h 30 du matin, Yuri Melini et Rafael Maldonado, respectivement directeur et conseiller juridique du CALAS, ont reçu des enveloppes. Chacune contenait les mêmes documents : une lettre de menace, des documents du Commissariat général aux comptes et des photographies d'identité judiciaire de 18 hommes qui provenaient apparemment des dossiers de la police (voir l'Action urgente à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr34/011/2011/fr/>).

Le 8 septembre 2008, des hommes encagoulés ont tiré sur Yuri Melini en raison, semble-t-il, de ses activités (voir l'Action urgente à l'adresse <https://www.amnesty.org/fr/documents/amr34/021/2008/fr/>). À la suite de cette agression, Yuri Melini et le CALAS se sont vu accorder une protection par l'État.

D'après l'organisation de la société civile UDEFEGUA, les défenseurs des droits humains travaillant sur des questions liées à l'environnement sont les militants qui sont le plus victimes d'attaques au Guatemala. Pour plus d'informations, voir le rapport d'Amnesty International (en anglais) intitulé *'We are defending the land with our blood': Defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala* (<https://www.amnesty.org/en/documents/amr01/4562/2016/en/>).

Nom : Rafael Maldonado
Homme

AU 85/17, AMR 34/6036/2017, 6 avril 2017